

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 11/08/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/08/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HMY France**

50 route d'Auxerre  
89470 Monéteau

Références : 260311  
Code AIOT : 0005401467

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2026 dans l'établissement HMY France, implanté 50 route d'Auxerre – Z.I. - 89470 Monéteau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale relative à la gestion de la ressource en eau en période de sécheresse.

Elle a pour objectif de vérifier le respect, par l'exploitant, des dispositions réglementaires applicables aux prélèvements et à la consommation d'eau en période de sécheresse.

Le référentiel de l'inspection est le suivant :

- arrêté-cadre départemental N°DDT/SEE/2026/0029 portant mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le département de l'Yonne,

- arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HMY France
- 50 route d'Auxerre – Z.I. - 89470 Monéteau
- Code AIOT : 0005401467
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HMY exploite, sur le territoire de la commune de Monéteau, une unité de fabrication de rayonnages métalliques et de menuiseries.

Le site emploie environ 630 personnes. L'activité est organisée en équipes successives selon un rythme « 3 x 8 », du lundi au vendredi. Le samedi, un ou deux postes sont également assurés en fonction du plan de charge.

Il convient de préciser que le site de Monéteau accueille également le siège social du groupe pour ses établissements implantés en France.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                       | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Moyens de mesures des prélèvements                                      | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 9  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 2 mois                |
| 5  | Mise en œuvre progressive, temporaire et proportionnée des restrictions | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 10 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                        | 10 jours              |
| 7  | Mesures de restriction                                                  | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 12 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 10 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                   | Référence réglementaire                     | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Arrêté ministériel mesures de restriction, en période de sécheresse | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Dérogation à l'arrêté-cadre départemental             | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 13 | Sans objet        |
| 4  | Procédés de récupération et de réutilisation de l'eau | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 11 | Sans objet        |
| 6  | Exemption des mesures de restriction                  | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 11 | Sans objet        |
| 8  | Rejets des stations de traitement des eaux usées      | Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 12 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures de restriction applicables pour les niveaux d'alerte et d'alerte renforcée.

Aucune mesure permettant de justifier une réduction des consommations d'eau n'a été présentée. Par ailleurs, aucun plan du réseau de distribution d'eau de l'établissement n'a été présenté par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté ministériel mesures de restriction, en période de sécheresse

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>Le volume annuel moyen prélevé au cours des trois dernières années s'établit à environ 5 000 m <sup>3</sup> .<br>À la date de l'inspection, le volume prélevé depuis le début de l'année 2026 s'élevait à environ 4 000 m <sup>3</sup> .<br>En l'absence de dépassement du seuil annuel de 10 000 m <sup>3</sup> , les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé ne sont pas applicables à ce stade.<br>Cette situation devra toutefois être réévaluée au regard du volume total prélevé au cours de l'année 2026 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 2 : Dérogation à l'arrêté-cadre départemental**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dérogation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager ou d'un nombre limité d'usagers, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, sous la forme d'une dérogation. Toute demande de dérogation doit être effectuée par des formulaires élaborés par la Direction Départementale des Territoires, afin d'en faciliter l'instruction et de permettre un traitement équitable entre tous les usagers. Ces formulaires regroupent les informations essentielles attendues par la Direction Départementale des Territoires et les autres services de l'État pour instruire les demandes.<br>Le caractère prioritaire de l'usage et la recherche de contreparties garantissant la sobriété de l'usage sur la durée, par exemple à travers un engagement chiffré du demandeur à réduire ses consommations d'eau et/ou d'autres intrants annuels, doivent être dûment justifiés.<br>Tout formulaire rempli de manière incomplète donne lieu à un classement sans suite de la demande. La Direction Départementale des Territoires informe dans les plus brefs délais le demandeur et lui précise les éléments à fournir. L'envoi d'une demande de dérogation complète ne garantit pas un accord. Les demandes de dérogations sont traitées par la Direction Départementale des Territoires avec l'appui des membres concernés du Comité « Ressources en eau » en formation restreinte, puis sont présentées après instruction à l'ensemble de ses membres. La décision est publiée sur le site internet de la préfecture et communiquée aux agents chargés des contrôles. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas fait de demande de dérogation, l'arrêté-cadre départemental s'applique de fait.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 3 : Moyens de mesures des prélèvements**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 9 : Mesures générales relatives aux moyens de mesure des prélèvements<br>Il est rappelé que, conformément à l'article L. 214-8 du Code de l'environnement, toute installation permettant d'effectuer des prélèvements à des fins non domestiques doit être pourvue d'un moyen de mesure ou d'évaluation approprié. Leurs exploitants ou, s'il n'existe pas d'exploitants, leurs propriétaires sont tenus d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver trois ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée par décret. Lorsque le prélèvement d'eau est réalisé par pompage, la mesure est effectuée au moyen d'un compteur d'eau. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

L'exploitant a déclaré être exclusivement alimenté pour ses besoins par 7 branchements d'eau raccordés au réseau de distribution de l'eau potable. Le relevé par télémetrie a été rendu disponible en ligne par le gestionnaire du réseau au cours du premier trimestre de cette année. Précédemment, il était procédé à un relevé manuel hebdomadaire par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé faire un relevé hebdomadaire des 11 sous-comptages présents sur son site.

L'inspection a constaté que chacune des chaînes de peinture n° 1, 2 et 3 était munie d'un compteur d'eau. L'emplacement des compteurs des chaînes de peinture n° 4 et 5 n'était pas connu par le personnel présent au moment de l'inspection.

Post inspection, l'exploitant a indiqué avoir retrouvé les points de comptage permettant de distinguer les consommations d'eau sanitaire de celles liées au process industriel.

**Non-conformités : les documents et enregistrements suivants n'ont pas été présentés :**

- le plan interne du réseau de distribution d'eau localisant les 11 points de comptage en distinguant les usages ;
- les relevés hebdomadaires des consommations d'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Procédés de récupération et de réutilisation de l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Cas des usages ayant mis en œuvre des procédés de récupération d'eau :

Les mesures de restriction listées dans l'article 12 du présent arrêté ne s'appliquent pas dès lors que l'usage est totalement issu de l'un des procédés suivants ou de leur combinaison :

- utilisation d'eaux de pluie récupérées. Dans ces cas, une signalétique claire et visible indiquant l'origine de l'eau utilisée doit obligatoirement être apposée *a minima* sur l'ouvrage de stockage ;
- prélèvements à partir de retenues artificielles de stockage autorisées et déconnectées de la ressource en eau (nappes et cours d'eau) en période d'étiage. La déconnexion de leurs installations régulières de prélèvement (forages, retenues...) aux cours d'eau, aux canaux et aux nappes d'accompagnement doit être clairement et facilement identifiable ;
- réutilisation autorisée des eaux usées et traitées, à condition d'avoir mis en place les barrières prévues par la réglementation en vigueur (prévue par les textes visés dans le présent arrêté). L'origine de l'eau doit obligatoirement être signalée à proximité immédiate de l'usage concerné ;
- recyclage de l'eau ou utilisation de l'eau en circuit fermé.

Il revient aux usagers de pouvoir démontrer, notamment en cas de contrôle, l'origine de l'eau utilisée et l'effectivité des procédés mis en œuvre. De plus, pour les usages de type « arrosage » et « irrigation », les horaires d'interdiction prévus par le seuil d'alerte correspondant sont maintenus en alerte renforcée et en crise.

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| [...]                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant ne disposant pas de système de récupération des eaux de pluie, l'article 12 lui est applicable. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                          |

**N° 5 : Mise en œuvre progressive, temporaire et proportionnée des restrictions**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tableau des restrictions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Les mesures de restriction ou d'interdiction instaurées dans les zones de gestion, prises en application du présent arrêté, présentent un caractère temporaire et exceptionnel.</p> <p>Le franchissement du seuil de vigilance n'engendre aucune restriction d'usage. Il s'agit d'une mesure d'anticipation qui vise notamment à informer et sensibiliser les usagers concernés et la population sur la situation hydrologique des cours d'eau et à déclencher les dispositifs de suivi et de surveillance.</p> <p>La mise en œuvre de mesures de restriction ou d'interdiction temporaires de certains usages de l'eau démarre dès le constat du franchissement d'un seuil (alerte, alerte renforcée ou crise). Elle est progressive et proportionnée aux menaces qui pèsent sur la ressource en eau, les milieux aquatiques et les usages.</p> <p>Dès lors que les conditions de déclenchement d'un niveau de gravité prévues par le présent arrêté sont constatées lors de la réunion du Comité « Ressources en Eau » en formation restreinte, un arrêté de restriction temporaire des usages est pris sous un délai de 2 jours ouvrés maximum, entraînant la mise en œuvre des mesures de restriction prévues.</p> <p>Les mesures de restriction ou d'interdiction dépendent du niveau de restriction constaté sur la zone de gestion. Elles sont applicables pour toute origine de l'eau et pour chacune des catégories d'usagers ou usages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• P = particuliers, usages domestiques</li> <li>• E = entreprises, activités économiques (hors usages agricoles)</li> <li>• C = collectivités, services et usages publics</li> <li>• A = exploitations agricoles, usages agricoles</li> </ul> <p>Dans le cas d'une commune située sur plusieurs bassins versants dont les mesures de restriction des usages sont différentes, ce sont les mesures les plus restrictives qui s'appliquent sur la totalité de son territoire.</p> <p>Les mesures de restrictions sont allégées par arrêté préfectoral dès lors que la tendance à l'amélioration de la situation hydrologique semble pérenne. Elles sont levées par arrêté préfectoral dès lors que la situation hydrologique ou hydrogéologique ne justifie plus leur maintien, sans qu'il ne soit nécessaire de repasser par le seuil de vigilance.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu connaissance des arrêtés préfectoraux constatant le franchissement des différents seuils de restriction.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pour rappel, l'établissement est situé dans la zone de gestion « Yonne moyenne ».</p> <p>L'arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2026/0044 du 28 mai 2026 a placé l'ensemble du département de l'Yonne en situation de vigilance, avec effet immédiat.</p> <p>Les différents franchissements de seuils se sont ensuite établis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• seuil d'alerte : arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2026/0053, applicable à compter du 22 juin 2026,</li> <li>• seuil d'alerte renforcée : arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2026/0057, applicable à compter du 14 juillet 2026.</li> </ul> <p>Par courriel du 15 juillet 2026, adressé à l'adresse électronique communiquée et validée par l'exploitant, l'inspection des installations classées a informé ce dernier du franchissement du seuil d'alerte renforcée applicable à la zone de gestion « Yonne moyenne ».</p> <p>L'exploitant a également déclaré ne pas avoir reçu d'information de la chambre de commerce ou d'un autre organisme officiel.</p> <p>L'inspection a par ailleurs indiqué à l'exploitant qu'il pouvait consulter le site Vigieau et s'y abonner afin de recevoir, par courriel, les alertes relatives à l'évolution de la situation hydrologique et aux restrictions applicables.</p> <p><b>Non-conformité : l'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures de restriction qui lui étaient applicables.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de délais :</b> 10 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 6 : Exemption des mesures de restriction

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Cas des activités économiques : Les mesures de restriction listées dans l'article 12 du présent arrêté s'appliquent aux activités économiques, dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives (par exemple les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement) ;</li> <li>• des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles en eau (par exemple dans un Plan de Sobriété Hydrique [PSH]).</li> </ul> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué mener régulièrement des actions de sensibilisation auprès de son personnel afin de maîtriser les consommations d'eau destinée aux usages sanitaires.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

L'eau de process est utilisée dans le tunnel de dégraissage pour la préparation des pièces métalliques. Les différents bains sont réutilisés en cascade.

Post inspection, l'exploitant a précisé que le renouvellement des bains de dégraissant phosphatant était déterminé en fonction des heures de fonctionnement et des résultats des analyses de saturation, et non selon une périodicité calendaire fixe.

Ces analyses permettent de vérifier le niveau de saturation des bains et de déterminer si leur vidange doit être réalisée immédiatement ou peut être différée sans incidence sur les performances du traitement.

L'exploitant n'a présenté aucune mesure permettant de démontrer une réduction de ses consommations d'eau.

Selon l'exploitant, une réduction supplémentaire de la consommation d'eau entraînerait une diminution de la production. La production non réalisée serait toutefois différée et ne permettrait pas, à l'échelle globale, de réduire les volumes prélevés.

Au cours des dernières années, aucune réduction de la consommation d'eau résultant d'une amélioration des procédés ou des équipements n'a été constatée.

L'inspection rappelle que l'exploitant ne justifie pas du respect des conditions lui permettant de bénéficier d'une exemption au titre de l'arrêté-cadre départemental.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Mesures de restriction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement

**Prescription contrôlée :**

[...]

**Usage :**

Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> par an :

| Alerte                                                                                                                  | Alerte renforcée                                                                                                                                                                                     | Crise                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réduction des prélèvements de 5 % par rapport à la moyenne hebdomadaire                                                 | Réduction des prélèvements de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire                                                                                                                             | Réduction des prélèvements de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire                                                                                                                             |
| Un registre de prélèvement devra être rempli de façon hebdomadaire et être tenu à disposition des services de contrôle. | Un registre de prélèvement devra être rempli de façon quotidienne pour tout prélèvement ou consommation supérieur à 100 m <sup>3</sup> par jour et être tenu à disposition des services de contrôle. | Un registre de prélèvement devra être rempli de façon quotidienne pour tout prélèvement ou consommation supérieur à 100 m <sup>3</sup> par jour et être tenu à disposition des services de contrôle. |

[...]

|                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Non-conformité :</b> les réductions de prélèvement applicables, respectivement, aux niveaux d'alerte et d'alerte renforcée, soit 5 % à compter du 22 juin 2026 puis 10 % à compter du 14 juillet 2026, n'ont pas été mises en œuvre. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 10 jours                                                                                                                                                                                                 |

**N° 8 : Rejets des stations de traitement des eaux usées**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2026, article 12                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Rejets des stations de traitement des eaux usées :<br>En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a déclaré ne pas avoir de rejet de ses eaux de process, il existe une perte par évaporation dans le tunnel de dégraissage, les bains saturés sont évacués en tant que déchets par un prestataire.<br>Les bordereaux de suivi de déchet seront transmis par l'exploitant.                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |